

Principales recommandations

Politique macroéconomique et politique de stabilité financière

- Si l'on se fonde sur les projections du gouvernement, l'orientation globalement neutre de la politique budgétaire pour 2013 est appropriée. Si les perspectives économiques devaient se dégrader, le gouvernement devrait laisser les stabilisateurs automatiques jouer à plein. En cas de récession brutale ou prolongée, des mesures discrétionnaires de relance s'imposeraient.
- La Riksbank devrait utiliser la marge de manœuvre dont elle dispose pour abaisser encore les taux d'intérêt si la faiblesse des tensions inflationnistes se prolonge et si le ralentissement de l'activité persiste plus longtemps, ou s'exerce de façon plus marquée, que prévu.
- Œuvrer à corriger les lacunes relevées dans la panoplie d'instruments macroprudentiels permettant de superviser et d'influencer les institutions financières. Préciser les rôles de la Riksbank, de l'Autorité de surveillance financière, du Bureau national de la dette et du ministère des Finances, ainsi que les relations entre ces institutions.
- Envisager de mettre en place un ratio d'endettement en complément des ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques. Continuer à suivre de près les progrès accomplis par les banques pour réduire leur dépendance par rapport aux financements de marché et améliorer encore le cadre de diffusion des informations sur leurs liquidités.

Des politiques du marché du travail et sociales plus inclusives

- Réduire l'écart entre le coût de la main-d'œuvre et la productivité des travailleurs vulnérables. Le gouvernement devrait poursuivre le dialogue avec les partenaires sociaux pour élaborer des contrats de travail permettant d'améliorer les possibilités d'emploi pour cette catégorie de travailleurs. Des études consacrées à l'impact des salaires minimum sur l'emploi devraient être régulièrement demandées et publiées.
- Envisager d'étendre la couverture de l'assurance-chômage en assouplissant les conditions d'affiliation en termes de durée du travail effectué, et de passer à un système de cotisation obligatoire à l'assurance-chômage.
- Développer davantage les programmes d'apprentissage et les contrats de stage dans la formation professionnelle.

Politiques visant à améliorer l'efficacité de l'imposition du capital et du marché du logement

- Œuvrer à rendre la fiscalité des différentes catégories d'actifs plus neutre. En particulier, pour que les logements occupés par leur propriétaire soient imposés comme les autres actifs, la meilleure solution consisterait à instaurer un impôt sur les loyers imputés. Une taxe foncière calculée à partir de la valeur de marché pourrait aussi se substituer à une imposition des loyers imputés, ou bien la déductibilité des intérêts sur les emprunts hypothécaires pourrait être supprimée.
- Lever progressivement les restrictions pesant sur les locations d'appartements, notamment celles qui concernent les acquisitions d'appartements en vue de leur location. Continuer à supprimer progressivement l'encadrement des loyers de façon à mieux les aligner sur les valeurs de marché.

Politiques de lutte contre le changement climatique

- Continuer à supprimer progressivement les exonérations de la taxe carbone. Préciser le rôle ainsi que les coûts et les avantages attendus de la priorité à long terme selon laquelle le parc automobile suédois devra se composer d'ici 2030 de véhicules ne consommant pas de carburants fossiles.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Sweden 2012

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2012-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Principales recommandations », dans *OECD Economic Surveys: Sweden 2012*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2012-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.